



Restructuration massive des Unités Expérimentales de l'INRA

Compte Rendu de la rencontre entre la délégation des Unités Expérimentales et la Direction Générale

Syndicat National CGT-Inra : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'École – Tél. : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 – Mail : cgt@inra.fr
Document réalisé le 12/12/2006, consultable en intranet : <http://www.inra.fr/intranet-cgt/> – et en internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

Le mardi 5 décembre 2006, 26 délégués des unités expérimentales ont été reçus par la Direction Générale de l'Inra.

Une interruption de séance du Comité Technique Paritaire a été obtenue à cet effet.

Et les 1.700 premières signatures à notre pétition ont été remises à Madame la Présidente.

L'entrevue a duré près d'une heure.

Madame Guillou (Présidente Directrice Générale),

Monsieur Eddi (Directeur général délégué, chargé de l'appui à la recherche),

Monsieur Riba (Directeur général délégué, chargé des programmes, du dispositif et de l'évaluation scientifiques),

Monsieur Subtil (Directeur adjoint des ressources humaines)

ont entendu et répondu aux interventions des différents délégués des unités expérimentales (UE) présents.

Le porte-parole de la délégation rappelle que différents rapports dont celui de M. Elsen prônent une restructuration en profondeur des UE allant du regroupement à la fusion et même à l'arrêt de certaines activités. Ces restructurations vont totalement changer la physionomie du dispositif de recherches de l'INRA. Les restructurations suggérées dans ces rapports se basent sur des évaluations diverses avec des critères à géométrie complètement variable selon les unités (des critères qui sont jugés positifs pour une UE deviennent négatifs pour une autre !). Ce sont surtout les critères basés sur les moyens des UE qui vont déterminer la continuité de son action ou sa fermeture, les critères dits scientifiques ne servent le plus souvent que de prétextes à récupérer des moyens humains et financiers.

Mais aujourd'hui et pour certaines UE, nous assistons à des changements d'attitudes et nous nous en félicitons. En effet des activités dont la fermeture était donnée inéluctable par la DG, seraient maintenant reconduites pour plusieurs années. L'unité de Carmaux en est un exemple. Nous vous demandons donc si, cette fois, vous confirmez bien la décision du maintien de cette unité. Les collègues des UE ici présents pourront vous faire part de leurs expériences et vous apporter d'autres exemples.

Nous allons vous remettre aujourd'hui les 1.700 premières signatures que nous avons récoltées en moins de 3 semaines et qui proviennent des UE mais aussi d'autres unités de l'INRA.

Avant toutes ouvertures de discussion nous vous rappelons que les signataires vous demandent un moratoire immédiat de toutes les restructurations en cours.

Concernant les personnels du GEVES de La Minière (78) transféré sur Angers et dont l'activité sur le site actuel

prendra fin d'ici 2009, une autre pétition a également été lancée. Les agents signataires de La Minière mais aussi d'autres implantations du GEVES solidaires exigent que le meilleur reclassement possible soit offert à tous les agents du GEVES (agents Inra mais aussi agents GIP) qui refusent d'aller à Angers et ce grâce à des mesures spécifiques.

Un délégué du collectif UE relit à l'intention des représentants de la DG présents le texte de la pétition et remet les 1.700 signatures à la présidente directrice générale.

Madame Guillou se dit très étonnée des termes de "démantèlement", de "régionalisation" et "d'externalisation" employés dans le texte. Le fait de coordonner l'action des unités expérimentales avec les lycées agricoles et les instituts techniques cela n'a rien à voir avec une externalisation ou la régionalisation. Les essais semences sont bien faits avec un réseau national Inter Instituts, ils ne sont pas fait que sur des parcelles Inra ! Ça vous choque ? C'est cela que vous voulez remettre en cause ?

Sur les restructurations, elle acquiesce. Oui, nous voulons faire évoluer les unités expérimentales car il le faut. Les unités expérimentales nous sont indispensables. Elles ne sont pas moins nobles que les unités de recherche, mais il nous faut les regarder : s'interroger sur leur rôle, leur utilité. Ne pas le faire, ce serait les laisser «crever». Et nous n'entendons pas les laisser "crever". Nous reprocheriez vous d'être attentifs ? Voudriez-vous que l'on ne s'interroge pas ? "Le monde agricole change, nos partenaires ont leur mot à dire sur ce qu'ils attendent des UE de l'Inra, ce ne sont pas les seuls agents qui travaillent au sein des UE qui sont légitimes pour dire ce que les UE doivent faire !"

Un délégué du collectif UE: Les agents ont quand même le droit de dire ce que l'on peut faire dans les unités

expérimentales dans lesquelles ils travaillent ! Vous nous dites que vous prenez soin des UE. Prenons l'exemple des UE de Clermont-Ferrand. Un groupe de travail a proposé l'évolution des 3 domaines par regroupement. En fait ce sont des conclusions qui vont dans le même sens que les rapports que vous avez demandés aux Chefs de départements qui vous les transmettent ensuite ! Après ce rapport la DG s'était engagée à donner des réponses pour l'automne 2006, nous sommes en décembre et pour l'année 2007 on ne sait toujours rien ! Par contre on sait tous qu'il y a un plan de fortes restructurations, maintenant les agents ont besoin de réponses franches de votre part pour pouvoir se positionner !

Madame Guillou : Nous ne sommes pas indifférents au sort des agents mais il faut aussi du temps pour les consultations qui sont nécessaires.

Un représentant de la Cgt-Inra rétorque quant à lui à Madame Guillou qu'il lui est facile de dire qu'elle n'est pas indifférente au sort des agents. Selon nous, il y a bien un plan de restructuration. Tout semble l'indiquer, et en particulier l'émergence des pôles en région. Y compris pour les UE, le terme employé dans le rapport Elsen de PEA (pôle d'expérimentation Animale) a bien un sens, celui de concentrer une espèce sur un site. Cela signifie pour un grand nombre d'agents des déplacements non négligeables par rapport à leur lieu habituel de travail et de vie. Et cela est-ce que vous le prenez en compte ? Nous ne le pensons pas.

En ce qui concerne les arguments scientifiques que vous avancés on voit bien par l'exemple de Carmaux qu'ils peuvent changer, sans pour cela que le contexte scientifique ait réellement évolué et nous disons tant mieux pour les collègues concernés. Par contre nous savons tous que entre temps, il y a eu la pression actuelle des personnels et des prises de positions d'élus locaux. On pourrait aussi prendre plusieurs autres exemples, comme l'activité Tournesol qui devait être arrêtée alors qu'elle reprend sur Toulouse. A partir de tels exemples que valent les arguments scientifiques que vous avancés sur la pertinence scientifique des UE et de l'Institut, dès l'instant où de multiples facteurs, non liés aux aspects scientifiques sont amenés à moduler largement vos décisions. Dans ces conditions les agents sont à la merci d'un certain nombre de facteurs (moyens financiers et humains des UE) et de décisions qui leur échappe totalement et cela c'est inacceptable.

Madame Guillou rappelle qu'elle avait proposé de recevoir, en janvier 2007, les 3 organisations syndicales de l'INRA sur cette question des UE. Elle réitère sa proposition de rencontre pour le mois de Janvier.

Un représentant de la Cgt-Inra : Dans ces conditions nous demandons la présence, dans la délégation syndicale, d'un délégué par UE et d'autre part nous pensons que cette réunion n'a de sens que si aujourd'hui vous prenez l'engagement d'un moratoire sur la fermeture des unités tant que les discussions au niveau national n'ont pas abouti. Si non tout le monde prendra votre proposition comme une manœuvre de votre part !

Madame Guillou : Les organisations syndicales peuvent jouer à faire peur aux agents, c'est un jeu possible. Par contre la conviction de la direction générale c'est que si on ne s'occupe pas du dispositif expérimental il sera en décadence, peut-on partager cette conviction ?

Un représentant de la Cgt-Inra : Arrêtez avec ce genre d'arguments ! Vous s'avez très bien que si en quelques semaines, 1.700 agents de l'Inra, dont des responsables hiérarchiques y compris des responsables d'UE et d'anciens chefs de départements, ont signé ce texte cela veut bien dire qu'il y a une inquiétude réelle des agents par rapport à vos projets.

Madame Guillou propose de nouveau une réunion en Janvier avec 2 à 3 délégués par organisation syndicale.

Un délégué du collectif UE : Oui d'accord, mais avec la participation de 4 à 5 représentants supplémentaires pour le collectif dont nous pouvons vous donner les noms immédiatement.

Madame Guillou : D'accord pour 3 représentants par organisation syndicale plus 3 délégués du collectif."

Un représentant de la Cgt-Inra : Mais cette réunion n'a de sens que si vous confirmez qu'il y a un moratoire sur les fermetures.

Madame Guillou : Pour le moratoire c'est non ! Nous discutons en Janvier mais nous ne faisons pas de préalable aux discussions.

Un représentant de la Cgt-Inra : Cela veut dire que vous ne tenez pas compte des pétitions et que vous continuez comme avant !

Madame Guillou : Oui, il y a un processus d'évolution des UE pour faire en sorte que les UE restent un corps vivant, si nous ne partageons pas cette conviction, je ne vois pas où va l'Inra !

Un représentant de la CFDT : Il y a vraiment de l'inquiétude chez les agents. Et cela est dû à votre message qui ne passe pas. Votre façon de faire, vos propositions, faites les mieux, vous êtes très mauvais au niveau des ressources humaines, soyez plus compétents !

Madame Guillou : Vous nous dites que nous sommes incompétents ! Nous avons des convictions et de la passion pour l'Inra, c'est déjà pas mal !

Un délégué du collectif UE : Parce que les agents n'ont pas de la passion pour l'Inra !

Madame Guillou : Citez-moi une seule fermeture d'unité où nous n'avons pas tenu compte des cas un par un y compris en affectant les gens qui voulaient rester sur place dans d'autres collectivités ?

Un représentant de la CFDT : Des agents ont été convoqués par leur DU pour leur signaler que dès le mois de Janvier ils allaient changer d'unité et cela sans consultation préalable.

Un représentant de la Cgt-Inra prend la parole et indique que lorsque les personnels réfléchissent et se positionnent quant à leur devenir, leurs propositions sont le plus souvent écartées. Il donne comme exemple la fermeture de la station de Fréjus. Les personnels s'étaient en effet exprimés par rapport au transfert de l'activité florale vers Angers et ils avaient démontré l'utilité mais aussi la possibilité du maintien de l'activité sur le site actuel. Des réalités scientifiques démontraient qu'il ne fallait pas fermer Fréjus ! Alors, ne nous faites pas croire qu'il n'y a pas de plan, pas de stratégie !

Et arrêtez de dire en toute simplicité que vous saurez traiter tous les transferts de personnel qui vont en découler. Avez-vous évalué le coût des transferts des personnels ainsi que celui des nouvelles implantations ?

Monsieur Riba répond que depuis 5 ans sur Fréjus il n'y avait plus de masse critique pour développer l'activité horticole et qu'il n'y avait plus d'innovation. La direction a interpellé chacun des acteurs concernés pour qu'un plan soit établi pour sauver l'activité. Au bout de 18 mois, aucun plan n'a été proposé.

Un délégué des UE : Vous nous faites le coup à chaque fois. D'un côté vous dites qu'il n'y a plus les forces pour l'action et puis vous demandez ensuite aux agents (responsables et agents des UE) de vous faire des propositions... vous nous mettez dans une situation impossible !

Monsieur Riba : Je ne parle pas des agents ! Ecoutez... ! ou bien cette rencontre est un dialogue... ou c'est un monologue ! ! Je dis qu'il y a eu une incapacité de l'ensemble des acteurs du système.

Le rôle de la recherche, y compris dans le domaine de l'expérimentation, est de contribuer à l'innovation et de fédérer les acteurs. Le rôle de la recherche publique n'est pas de servir les intérêts d'un seul partenaire privé.

Rires dans la salle...

Monsieur Riba : La différence par rapport au passé c'est que maintenant effectivement nous nous déplaçons sur les UE, on réunit tout le monde, y compris les responsables du personnel, on annonce l'hypothèse dans laquelle on s'inscrit, on analyse les conséquences et éventuellement on peut changer d'avis si les conséquences sont fortes, on est prêt à écouter d'autres arguments et après on se donne le temps de la gestion de la décision qui sera prise. Aujourd'hui il y a donc un cadre au processus de restructurations, les conseils scientifiques des départements seront consultés dès le 1er trimestre de 2007 et selon leurs avis, la DG prendra des décisions, décisions qui seront rapportées aux équipes de manière courageuse et on les traitera en se donnant le temps, y compris dans le respect des agents concernés.

Concernant Carmaux, vous êtes complètement dans le faux. Cela fait déjà très longtemps qu'il n'y a plus aucun programme de recherche sur Carmaux. Cette unité travaillait pour un (seul) partenaire privé, ce qui est inadmissible. Il faut

8 ans pour effectuer le transfert d'un matériel génétique très intéressant à la profession et dans ce laps de temps le Chef de Département à proposer de lancer un programme pour l'étude des déterminants génétiques culard chez la blonde d'aquitaine (sur ce programme le DS de l'époque avait exprimé des réserves). Donc pour l'instant nous attendons les conclusions du département et nous n'avons pris aucune décision (ni maintien, ni fermeture). Mais c'est comme cela que l'on étudie les propositions et c'est dans le respect des agents.

Un délégué des UE interrompt M. Riba : C'est quoi ce respect ?! Et le mal être des agents pendant vos réflexions, vous y pensez ? Vous laissez les situations se dégrader pendant 6 mois et puis par la suite vous venez dans les centres, comme un héros, pour rencontrer les agents et leur fournir vos soi-disant réponses... Vous dites l'Inra à une ambition pour ses UE. Mais à quel prix pour les agents concernés !

Madame Guillou reprend la parole : Vous vous inquiétez d'échéances à 6 mois mais ce n'est pas depuis 6 mois que la situation s'est dégradée c'est depuis 15 voire 30 ans ! Voilà ce qui se passait lorsqu'on ne se préoccupait pas des UE, on laissait périlcliter les UE sans rien dire à personne et vous trouvez que ça c'est mieux pour la morale des agents ? !

Un représentant de la Cgt-Inra : Mais l'enjeu n'est pas que sur cette question, l'enjeu principal c'est de récupérer des moyens !

Un délégué des UE : Les agents de la Grêlerie (Angers) réclament eux aussi des réponses claires pour leur unité. La DG avait annoncé la fermeture en septembre 2009, puis ce serait repoussé pour fin 2010 ? Nous, tout ce que nous voulons savoir, c'est à quoi nous en tenir ! Les agents dans le cadre de leur travail ont répondu à des enquêtes, ils ont travaillé à la remise aux normes des bâtiments et maintenant les remerciements c'est la fermeture !

Madame Guillou s'impatiente, elle ne répondra pas au cas par cas. Nous verrons cela lors de notre prochaine rencontre, en janvier. Je comprends votre envie de savoir, mais cela demande du temps, le processus de consultations internes et externes prend du temps. Elle répète que le dispositif expérimental est un organisme vivant et propose comme programme de le faire évoluer ensemble.

Un agent du GEVES de la Minière remet les 91 signatures de la pétition « GEVES » qui demandent une procédure spécifique de reclassement pour tous les agents qui ne souhaitent pas se déplacer à Angers. Elle indique que la direction n'a proposé aucune mesure spécifique. Elle souligne que les métiers de ces agents sont très spécifiques et qu'il ne leur est pas aisé de trouver un autre emploi dans la région.

Monsieur Eddi estime que le GEVES est un cas particulier qui ne relève pas du débat sur les Unités Expérimentales.

Un représentant de la Cgt-Inra répond que le cas GEVES n'est pas si différent que cela. Pour les UE vous restructurez par espèce dans des pôles d'expérimentation

animale (PEA). Pour le GEVES vous créez un pôle de compétitivité à Angers. De même la fermeture de Fréjus n'aurait donc rien à voir avec le pôle horticole d'Angers ?! Dès l'instant où vous essayez de mettre l'Inra dans un cadre de pôles de compétitivité et que ce cadre structure fortement l'institut il est évident que : quand vous décidez de transférer les activités de Fréjus puis celles du GEVES de La Minière à Angers cela correspond à cet objectif ! Les conséquences ; ce sont toujours des mutations d'ampleurs pour un nombre important d'agents. Et concernant un processus d'accompagnement spécifique, ce qui a été dit aux agents c'est qu'il leur fallait passer des concours (externes ou internes), de faire des demandes de mobilité. Tout cela n'a rien de bien spécifique.

Monsieur Eddi : Le sujet du GEVES doit être traité en tant que tel. Vous savez très bien que la décision de transfert a été validée par le conseil d'administration du GEVES et que maintenant ce que la direction générale de l'Inra propose aux organisations syndicales c'est la manière dont nous allons ensemble gérer cet événement qui va se faire au mieux des intérêts des agents dans un processus d'accompagnement sur 2 ans.

Un représentant de la Cgt-Inra : Il faut un processus d'accompagnement spécifique et il faut arrêter le double langage entre les discours de la DG et ce qui se passe au niveau local.

Monsieur Eddi : Votre préoccupation est donc de trouver systématiquement des points de faiblesses dans nos propos !

Un représentant de la Cgt-Inra : Écoutez, arrêter de parler de dialogue et de tenir de tels propos, ne vous foutez pas de nous !!! Vous pensez que 26 personnes sont venues aujourd'hui à Paris avec 1.700 signatures uniquement par ce que la Cgt-Inra aurait dit aux agents : il faut monter à Paris pour Em.... la direction générale... Vous le savez bien, ce n'est pas notre but !

Monsieur Eddi : Je suis simplement en train de vous dire que comme vous le savez la direction générale a écrit aux organisations syndicales pour vous proposer une concertation pour traiter ce problème, donc je vous remercie de nous adresser ces nouveaux éléments.

Monsieur Subtil s'insurge de la présentation qui a été faite concernant ses propositions de reclassement pour les agents du GEVES, il estime que se sont des mensonges. « Voilà ce que j'ai dit à l'assemblée des personnels : il y a déjà 8 agents qui ont trouvé une nouvelle affectation alors qu'ils ne veulent pas aller à Angers (en accord avec leur DU et dans le cadre de la campagne de mobilité). »

Un agent du GEVES : Il est important de préciser que sur ces 8 agents 6 ont des fonctions de secrétariat !

Monsieur Subtil : Par ailleurs, suite à une de vos demandes pendant l'assemblée générale du GEVES, je vous

Suite à cette entrevue les agents des UE se sont réunis pour envisager les suites à donner à cette action.

ai dit comment à partir des concours internes de 2007 et à partir des concours externes de 2008, comment on pourrait trouver une procédure spécifique pour le GEVES. Il convient donc de tout dire !

Rires dans la salle

Un représentant de la Cgt-Inra et un agent du GEVES : Vous venez de dire qu'il n'y aura pas de procédures spécifiques en dehors des concours internes 2007 et concours externes 2008 !

Madame Guillou : Réitère sa proposition de réunion pour le mois de Janvier et souhaite arrêter là l'entrevue pour reprendre les travaux du CTP.

Un représentant de la Cgt-Inra : Par rapport à votre proposition de réunion nous la soumettrons à l'ensemble des agents des UE, libre à eux d'accepter ou de refuser d'y participer et de prendre d'autres initiatives, sachant que vous avez confirmé ici que vous refusez toute idée de moratoire sur la fermeture des UE dans l'intervalle.

Madame Guillou : J'ai confirmé ici que, comme les unités de recherches, les UE méritaient d'être en permanence au centre de notre attention et si vous dites il ne faut pas regarder ce que font les UE, il ne faut pas regarder comment elles évoluent et bien là nous ne serons pas d'accord ... pour le reste chacun prend ses responsabilités.

Un délégué des UE : Une dernière question. Ne sommes nous pas dans le cadre du rapport de Monsieur Hervieu qui explicite que d'ici 2020 l'Inra pourrait disparaître en tant que tel ?

Monsieur Eddi : On part peut-être dans cette discussion sur des points de vues qui sont différents et cette assemblée le montre, c'est naturel et normal... Mais ce que vous dit la direction générale c'est qu'à votre demande, formulée explicitement via une pétition, le dialogue et la discussion avec nous peut s'ouvrir pour trouver des solutions à la fois à notre dispositif expérimental et pour les agents, et là la direction générale est ouverte à ce dialogue. On vous propose une réunion en Janvier et ensuite chacun prendra ses décisions en toute responsabilité.

Un délégué des UE : Nous tenons à vous signaler qu'il y a des compétences dans les UE que vous devez prendre en compte. Et quand vous dites que nous faisons du catastrophisme, nous tenons à vous signaler que pour certaines activités et que pour un certain nombre d'agents vos propositions sont catastrophiques, les 1.700 signatures de la pétition le prouvent, la présence aujourd'hui des 26 agents des UE également. Nous ne sommes quand même pas venus vous rencontrer aujourd'hui sans motifs sérieux.

Madame Guillou rappelle une dernière fois la proposition de la direction générale et demande la reprise du CTP.